

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 123 - VENDREDI 25 NOVEMBRE 2011

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Le bois peut bien être vert ;
sans racines, il est ballotté
au gré des vents et des flots !

AGENDA MILITANT

→ **26 novembre**
Manifestation [Egypte](#)

→ **26-28 novembre**
Lanester [Fête de l'Humanité Bretagne](#)

→ **29 novembre**
Cesson-Sévigné [Libérer Mumia -
Film et débat](#)
Saint-Denis/Bobigny [Roms :
Un tramway pour les droits de l'homme...](#)

→ **30 novembre**
Toulouse [Dettes : le casse du siècle...](#)

→ **30 novembre - 3 décembre**
Bordeaux - [4^e rencontre Actu-Marx](#)

→ **1^{er} décembre - Paris**
- [Imposons un autre avenir !](#)
- [Notre santé et nos droits
avant leurs profits et l'ordre moral](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Monde**
[M. Le Président,
il y a une guerre dans ce pays](#)

→ **Écologie**
[Après Copenhague et Cancun : Durban](#)

→ **Initiatives**
[La nouvelle problématique
d'une recomposition syndicale](#)

→ **Rencontres**
[Avec des auteurs autour de Marx
et des théories critiques](#)

Eva Joly face à la capitulation des Verts

Après l'accord législatif entre le Parti socialiste et Europe Ecologique-Les Verts (1), la candidature d'Eva Joly se trouve sérieusement fragilisée : elle doit justifier cet accord tout en défendant pour sa propre campagne une orientation nettement plus radicale.

Quant aux Verts, ils se retrouvent divisés : entre une majorité de dirigeants ralliés à la real politik - il faut un groupe à l'Assemblée nationale pour exister - et de nombreux militants - qui se sentent trahis.

Quel est le prix de l'accord ? Il y a d'abord les concessions d'EELV sur des propositions essentielles : sortie du nucléaire, renoncement à l'EPR de Flamanville... Sur ce volet, Eva Joly dénonce à juste titre le manque d'indépendance des dirigeants socialistes par rapport à AREVA ; mais que vaut l'engagement éthique qu'elle affirme porter - et qui n'est pas sans valeur à nos yeux - quand ses amis se couchent pour des places... et qu'elle les soutient ? Ensuite, le texte ne met pas en cause l'objectif central des libéraux de ramener le déficit de la France à 3 % du PIB d'ici à 2013. Par contre, il évoque dans la (droite) ligne de François Hollande une « *stratégie de redressement* » ou, par exemple, la « *formation des jeunes à la coopération tout autant qu'à la compétition* » Pour beaucoup d'écologistes et bien au-delà, il y a effectivement de quoi s'étrangler.

Cette affaire a un goût de déjà vu. Depuis 20 ans, le PCF a plusieurs fois cédé à une logique de préservation de ses places dans les institutions, au détriment de la clarté de sa ligne politique. Cela a sauvé quelques strapontins, mais le coût de sa satellisation par le PS pour sa légitimité politique a été considérable.

Au passage, dans les conditions actuelles, on ne s'étonnera pas qu'EELV et le PS s'entendent pour contrevenir au principe formulé par Martine Aubry de ne pas avoir d'alliance PS-EELV contre des sortants communistes, en annonçant une « *exception* » face à l'un des députés de la FASE, François Asensi, en Seine-Saint-Denis.

Au contraire d'EELV, le Front de gauche est une arme à double détente. Autonome du PS à la présidentielle comme aux législatives, il conteste l'hégémonie social-libérale à gauche. Au second tour, dans tous les cas de figure, il fera face à la droite. Enfin, une participation du Front de gauche à un gouvernement d'orientation sociale-libérale sera hors de question.

● Gilles Alfonsi

(1) Le texte est disponible ici :

http://eelv.fr/wp-content/uploads/2011/11/texte_complet_daccord_EELV-PS1.pdf

Assemblées citoyennes : pour des espaces ouverts d'appropriation de la politique

Des assemblées citoyennes se constituent. Seront-elles porteuses de cette dynamique populaire nécessaire à une réelle alternative sociale et écologique ? Quels en sont les initiateurs, les participants, qu'en attendent-ils ? Quels sont les thèmes débattus, les initiatives organisées et les projets envisagés ?

Ces questions, *Cerises* les a posées à celles et ceux qui font l'expérience de cette démarche. Il ressort de leurs réponses la diversité des situations, les potentialités comme les obstacles et les contradictions. Ce qui retient l'attention, c'est un frémissement certain de la volonté d'action, du besoin d'engagement citoyen que traduit la venue, en majorité, de personnes non adhérentes à des formations politiques : jusqu'à présent "en marge du champ politique traditionnel", ou s'investissant à des degrés divers dans l'associatif, elles veulent aujourd'hui exister politiquement dans le cadre d'assemblées où peuvent se mixer les expériences, les cultures différentes, à égalité, sans rejet ni hiérarchie.

Assemblées du Front de gauche, ici à l'initiative des composantes qui en existent localement, ailleurs plutôt sous l'impulsion des "nouveaux venus" du Front de gauche. Parfois, c'est un "collectif d'initiative citoyenne". S'y affirme généralement la nécessité

d'un travail de long terme, mais incluant les étapes électorales. Il s'agit bien de dépasser l'enfermement électoraliste, la politique étroitement institutionnelle, la présidentialisation et la réduction médiatique de la période à un duo gauchemolle/droite dure, mais 2012 est bien là, qui mobilise pour battre Sarkozy bien sûr, mais aussi pour donner consistance à un projet d'alternative de société, bien à gauche, et pour se donner de l'espoir.

Mais parfois, si une assemblée s'est bien constituée, elle demeure très "cadenassée", sans dynamique, du fait des freins de tel ou tel "membre fondateur" du Front de gauche, pour lequel les discussions sur les candidatures aux législatives l'emportent sur l'objectif d'une dynamique populaire. Et il y a la crainte ou l'obsession, chez certains dirigeants et militants de partis, de ne plus "gérer" l'action. A l'inverse, on ne peut non plus ignorer que, chez quelques "non encartés", les réticences l'emportent vis-à-vis d'un parti qui, localement, a été / est plus soucieux d'alliances avec le PS ou a

De l'indignation au Front de Gauche

Engagés dans les luttes contre le rouleau compresseur de la droite, dans la résistance aux dégâts du capitalisme, vous souhaitez que votre engagement se concrétise dans des choix politiques qui deviennent majoritaires
Participez à la création d'une assemblée citoyenne du Front de Gauche



Pour une dynamique populaire du Front de gauche engageons nos énergies citoyennes

Extrait d'un tract Rennes

cautionné une politique territoriale qu'ils rejettent ; les frictions de 2007 ou plus anciennes ont aussi laissé des traces que tous ne parviennent pas toujours à surmonter. Tout cela conforte alors le scepticisme, voire le rejet. Il faut surmonter ces situations : il y a urgence de la mise en commun des forces, des énergies créatrices, nécessité de la prise en charge citoyenne de la politique.

Les affichettes, tracts, appels sont à l'image des moyens et de l'orientation des assemblées locales : souvent repris d'une maquette nationale du Front de gauche, d'autres s'en détachant totalement, et, selon les cas, valorisant plus ou moins l'objectif des assemblées comme des « lieux de débats et de prise d'initiatives citoyennes, un espace ouvert de rencontre et de discussion où chacun et chacune doit trouver sa place. ».

Quelques illustrations.



Rennes (35) : une AC très citoyenne

La Fase a pris l'initiative de lancer un appel à créer des assemblées citoyennes du FDG dans tout le département d'Ille et Vilaine. Elle a proposé aux organisations du FDG35 d'organiser une rencontre publique en vue de créer une Assemblée citoyenne sur Rennes le 9 novembre dernier. Le PCF, depuis les premières réunions du Front de Gauche élargi à la Fase, ne souhaitait pas démarrer de campagne tant que les candidatures aux législatives n'étaient pas désignées. Cependant, sur le canton de Liffré, les militants du PCF, de la GU et du PG ont organisé une AC le 3 novembre.

La Fase a décidé de maintenir son invitation. 30 personnes ont participé, dont 6 de la Fase et 2 du Pg, 1 du Npa et la majorité des présents sans organisation politique avec des motivations diverses sans être contradictoires. Certain-e-s ont insisté sur l'espoir que représentait le rassemblement à gauche du PS des organisations du Front de gauche, d'autres sur la proposition originale de

création des assemblées citoyennes qui permettent à celles et ceux qui ne sont engagés dans aucune organisation politique de pouvoir débattre et agir.

Plusieurs questions ont été soulevées : comment être utile tout de suite dans le débat sur la dette et les politiques d'austérité, et dans les luttes et comment lier choix de société et action au quotidien ? Comment rendre crédibles les propositions du Front de gauche pour qui pense que nous sommes condamnés à voter PS ? Comment permettre aux personnes qui ont le sentiment de ne plus avoir prise sur les choix politiques, de prendre ou reprendre goût à l'action politique ? Comment faire le lien entre action immédiate et vote, sans pour autant renvoyer à plus tard toute possibilité de changement ? Comment lier les pratiques de reconquête du pouvoir d'agir (Scop, Amap, banque coopérative...) et les luttes contre les géants (multinationales, finance mondiale....) ?

Parmi les actions proposées : se réunir tous les 15 jours pour faire vivre la souveraineté de l'Assemblée citoyenne ; créer un journal qui soit une caisse de résonance des luttes et des propositions du Front de gauche ; organiser de nouvelles formes d'action politique (occupation de l'agence Moodys, porteur de parole...), en plus des actions habituelles de campagne électorale (diffusion de tracts, meeting, débat public comme celui proposé par le comité départemental du FDG le 8 décembre prochain) ; lier la question de la dette avec les débats dans les communes sur les budgets et le problème du remboursement de prêts à taux variable, qui grèvent ces budgets. Sans oublier des initiatives conviviales de rencontres (fêtes, apéro géant du FDG). Quelles perspectives ? On verra en marchant.

● Sylvie Larue

Aubagne (13) : Initiatives citoyennes, un outil à disposition des citoyens

Nous avons créé un collectif qui s'intitule "Initiatives Citoyennes". Cet espace politique regroupe des hommes et des femmes de gauche d'une large diversité. Ce qui nous rassemble, c'est la volonté de chasser la droite du pouvoir et d'ouvrir une véritable alternative à gauche. Nous sommes convaincus que seul le rassemblement le plus large peut permettre la réalisation de cette ambition. Nous pensons que Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à l'élection Présidentielle, porteur de ruptures avec les logiques libérales, peut contribuer à un changement conforme aux intérêts de nos concitoyens. C'est à partir de ces quelques lignes que notre rassemblement s'est constitué. Notre espace est autogéré, il se définit comme un espace politique de type nouveau où se mêlent des membres de partis et des non encartés, ceux qui se reconnaissent dans la démarche du Front de gauche et d'autres, qui soutiennent la candidature de J.L. Mélenchon sans se reconnaître dans le Front de gauche. Il est un outil à la disposition des citoyens qu'à des degrés divers la période électorale mobilise. Chacun s'y investira au rythme où il le

souhaite, dans les formes qui lui conviendront le mieux. Nous n'ignorons pas les forces politiques organisées, notamment celles constitutives du Front de gauche, elles y sont invitées es qualité, cependant Initiatives Citoyennes est un mouvement autonome. La création s'est faite à partir d'un court appel cosigné par des élus et des citoyens, la première réunion a rassemblé près de 50 personnes. Nous nous réunissons à nouveau le 29 novembre, nous travaillerons par groupe à partir des questionnements suivants : « *En quoi le vote Mélenchon, au premier tour de l'élection présidentielle, est-il un vote utile ?* » ; « *Quel type de campagne ?* » ; « *Quel doit-être le sens d'Initiatives Citoyennes ?* » La démarche s'inscrit dans une volonté de défricher des voies nouvelles pour faire de la politique autrement. Elle peut surprendre, c'est le cas des responsables des organisations du Front de gauche, mais la force du point de vue de la pratique permettra d'avancer ensemble. A suivre.

● Bernard Calabuig, animateur ACU, Aubagne.



Montreuil (93) : implication populaire ou comité de soutien ?

Un comité de liaison du Front de gauche a commencé à Montreuil début octobre après quelques difficultés. La FASE avait dans un premier temps invité tout le monde après contact préalable début septembre, mais certaines organisations n'ont pas donné suite. Finalement le PG, le PCF et la FASE se sont mis d'accord sur un courrier commun d'invitation et une première réunion a eu lieu le 3 octobre. Elle regroupait les organisations suivantes du Front de Gauche : PCF, PG, GU, FASE, Convergences et Alternatives ainsi que deux formations locales : Le Comité des citoyens montreuillois et le Rassemblement de la gauche citoyenne (proches du député J.P. Brard ou l'ayant été).

Ces réunions ont fini par déboucher sur la tenue d'une assemblée citoyenne le 9 novembre avec des interventions des différentes composantes du Front de Gauche, de Nacer Mansouri, économiste à la CGT, sur les réponses à apporter à la crise, et parole à la salle. Près de 200 personnes, essentiellement des militants et sympathisants : un succès en terme d'affluence, avec les limites traditionnelles des réunions politiques : moyenne d'âge relativement élevée, parité faible (surtout à la tribune), diversité quasiment absente.

De nombreuses interventions de la salle ont témoigné d'une volonté d'implication citoyenne intéressante, avec des propositions : ateliers de travail sur le programme partagé, initiatives communes avec des salariés (RATP), mise en place d'assemblées par quartier, initiatives sur le logement, la dette. Avec

aussi une fin un peu houleuse, le PCF présentant comme acquis la tenue d'un banquet avec J.L. Mélenchon alors que le principe et les modalités devaient être discutés lors d'une réunion ultérieure.

Les obstacles tiennent en grande partie aux différences de conception de la campagne. Le PCF à Montreuil et son représentant, Patrice Bessac, voient les assemblées citoyennes principalement comme un moyen d'élargir le comité de campagne du candidat qu'ils ont décidé de soutenir, J.P. Brard, les autres organisations étant encore en réflexion sur leur choix. Les comités de liaison du Front de gauche sont, pour eux, des chambres d'enregistrement de leurs propres décisions avec refus de comptes rendus, exclusion de la FASE des autres réunions du Front de gauche au motif du désaccord avec la participation au banquet... La question de l'implication populaire et de l'émergence d'une pratique politique commune ne les intéressent pas, seule la question électorale domine.

Autant dire que la situation est compliquée, mais nous ne nous pouvons nous résoudre à l'échec et allons prendre des initiatives avec tous ceux qui le veulent : assemblées citoyennes de quartier, initiatives sur la dette, le logement, les questions énergétiques, ateliers sur le programme...

● Olivier Madaule

Seul un large front politique et social peut permettre de construire un rapport de forces en faveur des ruptures nécessaires.

Rassembler des forces et des citoyen-ne-s dans leur diversité, construire un horizon commun, oui ! Les points d'accord pour agir ensemble sont nets. La volonté d'en finir avec les étroites logiques d'appareils et les logiques électoralistes correspond à une attente profonde.

Notre participation à un Front de gauche transformé veut peser dans ce sens.

Déjà, des mouvements, des syndicats construisent des alternatives, imaginent ou expérimentent de nouveaux modes de fonctionnement de la société, de nouveaux possibles. Nous voulons une dynamique qui les mette en commun, qui en fasse l'affaire de toutes et tous.

Extrait ci-dessus d'un 4-pages FASE. Pour la FASE, les Assemblées citoyennes « doivent être des lieux d'élaboration d'un projet alternatif, des espaces d'éducation populaire et d'appropriation citoyenne des grands choix de société, des lieux de convergence des luttes avec la construction d'une alternative sociale et écologique. Finalement, elles devraient dépasser le seul cadre des prochains scrutins électoraux. Avant et après... » Document du 7/11/2011.

Nanterre (92) : élargir, élargir

Gérard Perreau-Bézouille a participé au lancement de l'Assemblée citoyenne du Front de gauche, à l'initiative du PCF. Avec une vingtaine de communistes encartés, une dizaine de sympathisants, deux ou trois "à côté", un membre de la Gauche unitaire, les 40 personnes présentes souhaitent « élargir, élargir, ne pas en rester au PCF, être présents dans les luttes, prendre des initiatives pour élargir ».

Au-delà de la vente du programme sur le marché, il est envisagé de créer une autre assemblée citoyenne dans un quartier, de transformer les réseaux existants.

Houille (78) : un débat riche, ouvert, argumenté

La 1^{ère} assemblée citoyenne du Front de gauche de la Boucle de Seine a eu lieu dans cette ville moyenne des Yvelines de 30 000 habitants, ville de services et ville dortoir, à 6 minutes de la Défense en RER, autrefois municipalité communiste, aujourd'hui dirigée par la droite (sensibilité UMP).

Plus de soixante personnes se sont retrouvées, dont une trentaine de non-encarté-e-s, le PCF, le PG, la FASE et Convergences et alternative.

C'est à la FASE qu'est revenu l'introduction de la soirée et la gestion des débats : une brève évocation de la crise systémique du monde avec ses conséquences dramatiques pour les peuples ; un historique du FDG jusqu'à sa version élargie ; l'importance stratégique de la démarche du Front de gauche concrétisée par le "Programme partagé". L'accent a été mis sur le rôle des assemblées citoyennes où l'implication populaire pour débattre, construire et soutenir les luttes doit être l'objectif essentiel.

Le débat qui s'en est suivi a été riche, ouvert, argumenté.

Parmi les questions et thèmes des échanges : quelles différences avec le programme socialiste / Quelles perspectives de ruptures/ Quel chiffrage des propositions/ Actualité de la lutte des classes/ La place des luttes syndicales et sociales - La dette / le capitalisme prédateur/ Que dit le programme partagé sur la concurrence libre et non faussée/ Comment réindustrialiser la France/ Faut-il quitter l'euro/ Quel protectionnisme/

Il y a eu consensus sur la tenue d'une réunion mensuelle avec pour contenu : l'approfondissement des axes de ruptures du "Programme partagé" et d'échanges sur l'un des chapitres, puis des questions ouvertes, aux actions de terrain, au travail de diffusion dans les lieux publics, etc.

Pas de référence aux partis, les intervenants se situant au-dessus des partis, et les solutions aux crises devant être trouvées tous ensemble, dans l'union : on est dans le même bain, la même galère ! La démarche unitaire des militants de la Boucle de Seine va de pair avec la volonté de l'enraciner dans la population au-delà même des horizons électoraux.

La soirée s'est terminée autour d'un pot convivial. Un bon nombre de "Programme partagé" ainsi que plusieurs numéros de *Politis* ont été vendus, preuve de la soif d'information des participant-e-s .

Prolongement naturel de cette réunion, une 2^{ème} Assemblée citoyenne est organisée à Houilles le 8 décembre prochain.

Dans la Boucle de Seine, deux autres assemblées citoyennes se dérouleront à Montesson et à Maisons Laffitte. fin novembre et début décembre.

● C.Latapie (Fase 78)

Gennevilliers (92) : un démarrage difficile

C'est par un courrier signé par le secrétaire de la section du PCF et de la responsable du PG, sans concertation préalable, que les militants de la FASE de Gennevilliers ont été invité "à une réunion publique sur les présidentielles le 24 novembre prochain". Abdel Benassem, pour la FASE, avait fait part pourtant de notre volonté de nous engager dans la campagne.

Un tract du PCF a été édité cette semaine pour annoncer publiquement « *une rencontre débat public du Front de gauche* ». Nous sommes donc loin de l'idée d'Assemblée citoyenne. Pourquoi cette situation dans une ville où les relations PCF, Fase, PG sont plutôt bonnes ? Le poids des habitudes, la fainéantise de travailler autrement, la sousestimation des enjeux sur la présidentielle sont certainement des explications. Le fatalisme face à la difficulté d'associer les couches populaires pèse aussi. Que faire ? Aller à cette réunion sans bouder, essayer de convaincre sur les enjeux de la présidentielle, la nécessité et la possibilité d'associer les citoyens, comme les organisations à la campagne. Proposer l'organisation d'une assemblée citoyenne avant le 15 décembre ou tout début janvier. Et je réécrirai pour vous dire ce qui marche ou pas. Pour l'instant ça ne marche pas.

● Patrice Leclerc

Brest (29) : une première peu convaincante

Hier soir à 18 heures s'est tenue à la salle des Syndicats (Bd Clémenceau) à Brest... Dite "citoyenne" - c'est la mode - cette assemblée du Front de gauche concernait les deux circonscriptions brestoises... Le Finistère en compte 8. 80 participants dont une vingtaine de femmes et une douzaine de jeunes de moins de 20 ans...

Cette assemblée était présidée par Bertrand Seys (PG), candidat à Brest-rural, Jacqueline Héré (PC), adjointe au maire et vice-présidente de la communauté urbaine (BMO), candidate à Brest-ville, et Pierre Gourmelon (Fase)...

En réalité, il s'agissait d'une première réunion de "mobilisation"... Peu d'interventions. Peu de questions et pas d'avis contraires. Pas de conclusion non plus et aucune proposition de travail en commun... Mobilisation générale ! Les partis tiennent bon la barre et font le tri... J'ai dit posément ce que je pensais devoir dire.

Cette méthode pour le moins dirigiste, fort ennuyeuse, me conforte dans l'opinion que nous, la FASE et l'ACU, nous aurions gagné à conserver notre libre arbitre...

● Louis Aminot



Brest, seconde réunion...

Saint-Denis (93) : un début prometteur

Dès l'été, la FASE de Saint-Denis a souhaité participer au Front de gauche dans l'idée de développer l'implication citoyenne, rencontrant l'écho favorable des autres organisations. Ce d'autant que la campagne pour la réélection de la conseillère générale sortante (PCF) au printemps avait ouvert la voie à une implication active d'un grand nombre de personnes membres d'aucune organisation.

Le 30 septembre, la 1^{ère} assemblée citoyenne a permis de débattre avec près de 100 participants de la démarche du Front de gauche et des possibilités ainsi ouvertes à celles et ceux qui veulent être des acteurs politiques.

Les préoccupations exprimées tournaient surtout autour de la crise du système capitaliste d'une part et du désir de s'organiser au plus près de nos quartiers de vie d'autre part. C'est pourquoi la 2^{nde} assemblée citoyenne qui a rassemblé 120 personnes le 9 novembre articulait ces deux points. Certains fronts de gauche de quartier sont déjà actifs.

La prochaine réunion, prévue le 9 décembre, abordera la question du travail et de la précarité. D'autres préoccupations émergent : comment faciliter les prises de paroles et d'initiatives ? Comment rentrer vraiment en campagne ? Quelles initiatives publiques ? Comment mobiliser plus de jeunes, les habitants issus de l'immigration ? Un front de gauche des luttes est en train de se mettre en place avec une rencontre spécifique avec les syndicalistes. Un début prometteur dans l'ensemble, les grandes lignes politiques étant globalement partagées par tous : citoyens, organisations et élus.

● Julien Dioudonnat



Extrait d'un tract Boucle de Seine

● dossier établi par Michèle Kiintz

Une révolution citoyenne à conjuguer au présent

Figurez-vous que cette semaine, dans ma salle des profs, je me suis fait remonter les bretelles, parce que mon camarade Mélenchon avait osé appelé Hollande « *le capitaine de pédalo* »... Et de m'expliquer que, même si Hollande n'était pas le leader politique rêvé, il était le seul à pouvoir battre Sarkozy, et qu'en gros, il fallait arrêter de tirer sur l'ambulance....

Que voulez-vous, je ne rêve pas de Mélenchon tous les jours, et encore moins de Hollande. Fini, pour moi, les leaders charismatiques ! Je propose que nous prenions notre avenir en main, que nous cessions de le déléguer à d'autres et de nous laisser entraîner par la personnalisation et la présidentialisation de la vie politique: « *révolution citoyenne* », dit Mélenchon, pour tout de suite, pas pour demain.

Nous sommes les 99%, comme disent ceux qui occupent Wallstreet. A 99 contre 1, en principe il n'y a pas photo, à condition d'avoir un projet d'équipe et de revendiquer de le mettre en oeuvre.

Dans le domaine de l'éducation, ceux qui sont au service des 1% ont réduit l'accès à l'école maternelle, supprimé ou quasiment supprimé les réseaux d'aide, vandalisé la formation des maîtres, asséché le recrutement, développé la précarité, supprimé la carte scolaire, mis les établissements en concurrence, renoncé à l'objectif d'un haut niveau de formation initiale pour tous, renforcé les inégalités.

Aujourd'hui ils veulent instaurer un système d'évaluation des enseignants équivalent à celui des grandes entreprises privées:

« *Les chefs d'établissements auraient la totale responsabilité en matière de notation (entretiens individuels imposés à chaque enseignant, rapport d'activité). La base de l'avancement d'échelon serait l'actuelle ancienneté. Et pour accélérer certaines carrières, le chef d'établissement aurait des possibilités d'attribuer des réductions d'ancienneté (6 ou 15 mois). Ce projet, en pleine ligne de la campagne actuelle de l'UMP, doit être combattu sans tarder par l'ensemble de la profession :*

- *il soumet les collègues au chef d'établissement, évaluateur unique*
- *il décentre l'évaluation hors de la classe*

- *il met en concurrence les collègues au sein d'un même établissement*
- *il implique mécaniquement le gel de toutes les promotions individuelles. » (1)*

Les collègues se mobilisent contre ce projet.

La grève du 15 décembre a des chances d'être bien suivie. Mais l'alternative, on la construit tout de suite, ou on délègue à Hollande et ses amis le soin de décider pour nous ce qui est juste et efficace en matière d'évaluation?

Et si on proposait tout de suite, que l'évaluation des enseignants n'ait pas de rapport avec l'avancement de carrière, que tous progressent au même rythme et le meilleur, que cette évaluation soit plus collective (évaluation des équipes) qu'individuelle, qu'elle permette de définir les besoins en formation continue, qu'elle permette de mettre en lien les enseignants et les chercheurs en didactique etc...

Parce qu'aujourd'hui, nous avons besoin de travailler de plus en plus collectivement, nous n'avons pas besoin d'être mis en concurrence les uns et les autres pour être investis dans notre métier.

Le Front de gauche a décidé de constituer des « *assemblées citoyennes* ». Ce sont des lieux de débat et d'action politique ouverts à toutes et tous. Ces assemblées sont souveraines. On peut y enrichir la première version du programme partagé, issu de rencontres thématiques publiques, dont celle sur l'éducation (Rennes, janvier 2011). Proposons des rencontres à l'occasion de la journée de grève du 15 décembre aux enseignants en lutte.

C'est quand même plus intéressant comme démarche que de se focaliser sur un candidat PS qui ne nous plaît pas, annonce déjà qu'il ne pourra pas tout faire et ainsi risque de préparer le retour d'une droite encore plus arrogante comme en 1993, ou en 2002.

Aucune envie de se retrouver dans la même situation que les Espagnols !

On a des idées. Et ce qu'on ne sait pas encore faire, on peut le construire ensemble.

Que les 1% dégagent, on va faire à leur place !

● **Sylvie Larue**

(1) Notes du Snes-Fsu

Le doigt dans le clafoutis

Heureux ceux qui se taisent

J'ai hésité ici à évoquer le viol et l'assassinat de la jeune adolescente Agnès Marin, 13 ans, scolarisée dans un internat de Haute-Loire et qui a suscité partout dans le pays l'émotion que l'on sait. Cela ne serait-il pas déplacé ? Car la politique ne peut pas et ne doit pas tout gouverner. Il y a une part de vie privée, faite de douleurs et de blessures intimes, qui sort de la sphère politique. Il est salutaire qu'il en soit ainsi, sous peine d'obscénité. Voilà deux familles avec un drame terrible sur les épaules. L'horreur, pendant des années l'horreur. Et la culpabilité.

Autour d'un acte hors-normes, ignoble, d'une violence rare et que nous imaginons à peine avoir été commis par l'assassin présumé, un jeune homme de 17 ans – 17 ans, rendons-nous compte – s'est créée une mise en scène presque conjuratoire de recherche des coupables. Comme si l'on ne devait plus s'interroger sur la responsabilité de l'auteur présumé d'un crime odieux, mais seulement sur celle de ceux – parents, éducateurs spécialisés, enseignants, psychiatres, magistrats... – qui l'ont encadré. Or quelle est, d'où vient cette "liberté" que s'accorde un individu de faire appel à son bas-fond et de passer à un acte de barbarie ?

Bien entendu, il y a ce débat sur la récidive (cet ado, suivi par un juge d'instruction, mis en examen en août 2010 pour tentative de viol, "attendait" son procès, était soumis, avec l'accord du parquet, à un contrôle judiciaire strict, suivait un traitement psy...) et sur les Centres Éducatifs Fermés (CEF). Il y a ce non-débat sur toutes les autres structures spécialisées, ces foyers permettant de scolariser à l'extérieur des adolescents très perturbés et de les suivre à l'intérieur avec des spécialistes. Il y a les possibilités que pourrait offrir un placement en pédopsychiatrie, si tant est qu'il y ait des places... Il y a cette confusion entre diagnostic et pronostic, le refus de voir que la psychiatrie ne peut être une science exacte et comporte sa part d'incertitude.

Il y a enfin le désir de chercher les voies les plus pertinentes pour qu'une société d'adultes tente collectivement de diminuer les risques, parfois gravissimes, que font encourir des adolescents à d'autres adolescents. Nous devrions ouvrir cette discussion de manière ouverte, rationnelle et humaine.

En attendant, me revient cette phrase d'Aragon : « *Le drame, il faut savoir y tenir sa partie, et même qu'une voix se taise.* »

● Philippe Stierlin

L'image de la semaine

Hommage à une femme libre

Engagée pour les droits humains en France et dans le monde dès ses plus jeunes années (agent de liaison dans la Résistance à 17 ans) jusqu'à ses derniers moments (contre les gaz de schiste), Danielle Mitterrand a toujours préservé son indépendance de pensée et d'action.



